

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *i* du deuxième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, modifié par l'article 41 du chapitre 22 des lois de 1999, la Régie doit contribuer, sous réserve du septième alinéa de l'article 67 de la Loi sur l'assurance maladie, à la recherche dans le domaine de la santé et des services sociaux;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux:

QUE la Régie de l'assurance maladie du Québec soit autorisée à conclure avec la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés une entente administrative de collaboration et d'échanges portant sur l'utilisation d'une carte à microprocesseur, la gestion de l'information et la mise en place de modes d'organisation adaptés, conformément aux dispositions de l'entente dont le texte sera substantiellement conforme à celui du projet joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

33965

Gouvernement du Québec

Décret 426-2000, 29 mars 2000

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation québécoise à la Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres de la Santé qui se tiendra à Markham, les 30 et 31 mars 2000

ATTENDU QUE l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) prescrit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

ATTENDU QU'une conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres de la Santé se tiendra à Markham, les 30 et 31 mars 2000;

ATTENDU QUE l'objet de cette rencontre intéresse le gouvernement du Québec et qu'il y a lieu, de ce fait, pour lui, d'y être représenté;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux, madame Pauline Marois, dirige la délégation québécoise à la conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres de la Santé qui se tiendra à Markham, les 30 et 31 mars 2000;

QUE la délégation soit composée, outre la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux, de:

— Madame Nicole Stafford, directrice du cabinet de la ministre de la Santé et des Services sociaux;

— Madame Nicole Bastien, attachée de presse de la ministre de la Santé et des Services sociaux;

— Monsieur Pierre Roy, sous-ministre, ministère de la Santé et des Services sociaux;

— Monsieur Gilbert Charland, secrétaire adjoint, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;

— Monsieur Pierre-Paul Veilleux, directeur général aux affaires ministérielles et extraministérielles, ministère de la Santé et des Services sociaux;

— Monsieur Jean-Maurice Paradis, responsable des relations intergouvernementales et autochtones, ministère de la Santé et des Services sociaux;

— Monsieur Simon Carmichael, conseiller, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation soit d'exposer la position du Québec, conformément à la décision du Conseil des ministres.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

33966

Gouvernement du Québec

Décret 428-2000, 29 mars 2000

CONCERNANT la fermeture et le changement de nom d'établissements de détention pour le territoire du Québec

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 15 de la Loi sur les services correctionnels (L.R.Q., c. S-4.01), le gouvernement peut instituer des établissements de détention pour tout le territoire du Québec qu'il indique;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 15 de cette loi, le gouvernement peut décréter, aux conditions qu'il détermine, que tout immeuble ou partie d'immeuble qu'il indique et qui est utilisé pour la détention de prisonniers est un établissement de détention auquel s'applique la Loi sur les services correctionnels;

ATTENDU QUE par le décret numéro 988-93 du 7 juillet 1993, modifié par les décrets numéros 747-95 du 31 mai 1995 et 1349-96 du 23 octobre 1996, le gouvernement a institué les établissements de détention pour le territoire du Québec, identifiés aux annexes A et B dudit décret;

ATTENDU QUE pour tenir compte des changements survenus depuis l'adoption de ce décret, il y a lieu de modifier l'annexe A de ce décret afin de tenir compte de la fermeture des établissements de détention de Cowansville, de Joliette, de Rivière-du-Loup, de Saint-Hyacinthe et de Waterloo;

ATTENDU QUE pour respecter la terminologie utilisée dans la Loi sur les services correctionnels, il y a lieu de modifier les annexes A et B de ce décret pour changer le nom du Centre de détention de Québec (secteur féminin), du Centre de détention de Québec (secteur masculin), de l'Établissement de détention de la Maison Tanguay, de l'Établissement de détention de Montréal et du Quartier général de la Sûreté du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE le décret numéro 988-93 du 7 juillet 1993, modifié par les décrets numéros 747-95 du 31 mai 1995 et 1349-96 du 23 octobre 1996, soit modifié par la suppression des établissements de détention de Cowansville, de Joliette, de Rivière-du-Loup, de Saint-Hyacinthe et de Waterloo de l'annexe A;

QUE ce décret soit modifié, aux annexes A et B, par le changement de nom du Centre de détention de Québec (secteur féminin), du Centre de détention de Québec (secteur masculin), de l'Établissement de détention de la Maison Tanguay, de l'Établissement de détention de Montréal et du Quartier général de la Sûreté du Québec pour les noms suivants:

Établissement de détention de Québec
Secteur féminin

Établissement de détention de Québec
Secteur masculin

Établissement de détention de Montréal
Maison Tanguay

Établissement de détention de Montréal
Prison de Bordeaux

Établissement de détention de Pierre-Bertrand

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

33967

Gouvernement du Québec

Décret 429-2000, 29 mars 2000

CONCERNANT la promotion d'officiers à la Sûreté du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 46 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13), les officiers de la Sûreté du Québec mentionnés aux paragraphes 2^o et 3^o de l'article 43 de cette loi sont nommés, sur recommandation du directeur général, par le gouvernement qui détermine leur traitement suivant la classification et l'échelle des traitements prévues par les règlements adoptés en vertu du paragraphe a de l'article 57 de cette loi;

ATTENDU QUE le directeur général de la Sûreté du Québec a formulé les recommandations suivantes;

QUE l'inspecteur Yves Leblanc soit promu au grade d'inspecteur-chef;

QUE le capitaine Gervais Garneau soit promu au grade d'inspecteur;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à cette recommandation du directeur général de la Sûreté du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE l'inspecteur Yves Leblanc soit promu au grade d'inspecteur-chef, au traitement annuel de 84 091 \$, à compter des présentes;

QUE le capitaine Gervais Garneau soit promu au grade d'inspecteur, au traitement annuel de 82 685 \$, à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

33968